Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières - Déplacés de Tinsa et Moulkoussou, Niger

Octobre 2021

Fiche Focus

Contexte & méthodologie

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés non étatiques (GANE), la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès des acteurs humanitaires aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités frontalières, REACH, en collaboration avec les structures de coordination humanitaires, a mis sur pied un suivi bimensuel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière entre le Mali, Burkina Faso et le Niger.[1] L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le Centre de Ressource de REACH.

Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau de la localité, du cercle et de la région[2]. Au total, 112 IC ont été consultés et 96 localités évaluées dans le cadre de la collecte de données quantitatives dans les départements (Ayerou et Tillabéri) où se trouvent ces déplacés.[2] Dans un second volet l'évaluation a permis, au travers de groupes de discussion, de collecter des informations qualitatives sur une thématique spécifique choisie selon l'évolution du contexte et des besoins en informations rapportées par la communauté humanitaire.

Au total, trois groupes de discussion ont été menés le 21 et 22 octobre dans le site de Gabou, suite à des mouvement de populations, en septembre 2021. Parmi les trois groupes de discussion, un était mixte avec quatre femmes et cinq hommes. Les deux autres groupes comprenaient respectivement 8 femmes et 8 hommes. Il convient de noter que les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés des groupes de discussion

- L'insécurité qui se traduit rapidement par une peur quotidienne. Les personnes déplacées interne (PDI) vivent dans l'appréhension de nouvelles attaques visant les populations civiles dans leur localité.
- L'approvisionnement des ménages en eau potable salubre et propre est un besoin urgent. Actuellement, la source de l'eau et sa qualité ont besoin d'une amélioration.
- L'insécurité a gravement affecté les activités économiques. Le mouvement vers le lieu d'activités économiques ont été restreints par l'insécurité. L'incapacité de travailler affecte les revenus des populations.
- Soutien psychologique nécessaire pour faire face aux événements traumatisants que les déplacés ont rencontrés. Certains manifestent encore des signes de traumatisme au sein des communautés d'accueil.

Contexte des déplacements

La présence active des groupes armés non étatique (GANE) dans les localités de Tinsa (commune d'Inatès) et Moulkoussou (commune de Dessa) a provoqué des déplacements importants de population depuis ces localités. Selon les participants, l'insécurité liée à la présence active de groupes armés était la principale raison des déplacements de populations dans ces localités.

Dans la localité de Moulkoussou, une partie des habitants s'est ainsi déplacée à la suite d'une attaque de leur village. Par la suite, ils se sont dirigés à pied vers les sites de Gabou, Kandadji et Kolabossé.

Dans la localité de Tinsa, les habitants ont fait face à des incidents fréquents comme le vol de bétails, des restrictions de mouvements et des interdictions relatives aux événements sociaux.

Chronologie des déplacements dans la localité de Tinsa et des environs[3]

13-14 Sept 2021

Un mouvement de population a été observé provenant des localités dans les alentours de Tinsa (en particulier Alsilamey) et Moulkoussou vers Kandadji et Gabou (commune de Dessa). Suite à ce déplacement, 272 nouveaux ménages (environ 1000 personnes) ont été recensés dans dans le site de Kandjadi.[3]

15 Sept 2021

Les déplacés en provenance de Garey Akoukou et Tinsa situées toutes dans la commune de Inatès se sont installés à Kandadji. La présence des forces de sécurités (FDS) dans la ville participe à stabiliser le contexte sécuritaire[3]. Par ailleurs, la ville dispose des services sociaux de base facilitant l'installation des déplacés.

Un accès à la nourriture fortement limité par l'insécurité

Les IC de Moulkoussou ont indiqué que la principale source de nourriture de la population provenait de la production agricole. Eu égard à la détérioration sécuritaire dans la localité, l'accès aux champs est devenu problématique. Selon les IC, les habitants n'ont pas pu récolter et stocker les récoltes à temps. Ainsi un grand nombre d'habitants ont dû avoir recours à l'assistance alimentaire, fourni par les ONG pour répondre à leurs besoins de base. La situation n'est guère différente à Tinsa où les participants des groupes de discussion ont aussi mentionné leurs difficultés à accéder à de la nourriture, en raison de l'insécurité. Face à la pénurie de nourriture, de nombreux participants ont rapporté devoir supporter une pression psychologique supplémentaire face à la nécessité de répondre aux besoins alimentaires de leur foyer.

[1] REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, novembre 2021. Disponible ici : https://www.impact-repository.org/document/repository/61b842cc/REACH_BFA_MLI_NER_externalToR_HSM_2021-11_FR.pdf

[2] Résultats de la collecte de données quantitatives menées dans des localités situées dans les départements de la région de Tillabéri en septembre 2021.

[3] Conseil Danois pour les réfugiés (DCR). Rapport d'évaluation rapide de protection, septembre 2021. Prochainement Disponible

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières - Déplacés de Tinsa et Moulkoussou, Niger

Octobre 2021
Fiche Focus

Un accès à la nourriture fortement limité par l'insécurité

Outre les difficultés d'accès aux champs, les participants des deux localités ont rapporté l'absence de marché dans leurs localités d'origine, ce qui signifie qu'ils devaient passer au moins 2 à 3 heures sur la route pour se rendre aux marchés les plus proches de Kandadji ou de Famalé. Les produits présents sur ces marchés répondaient à leurs besoins de bases, tout étant disponible à un prix abordable (selon le pouvoir d'achat des habitants et la saison).Pour la localité de Moulkoussou, les IC ont mis l'accent sur le manque des moyens de transport disponibles comme étant un frein important dans la vie quotidienne. En effet, les moyens de transport disponibles sont la moto, le vélo, la charrue, à dos d'âne et la marche.

Des sources de revenu impactées par l'insécurité

La plupart des IC des deux communautés ont mentionné que leurs principales sources de revenu des habitants étaient l'agriculture et la production de produits ménagers en cuir. D'autre part, certains IC de Moulkoussou ont affirmé que les populations entreprenaient des activités dans les travaux champêtres, des petits commerces, l'élevage ainsi que la confection des sacs et ceinture en cuir dans leur lieux d'origine.

Toutefois, suite à la montée de l'insécurité, il y a eu une interruption des activités économiques, dans leurs localités d'origines respectives. En raison de la montée en puissance de l'insécurité, ils furent obligés d'abandonner leurs propriétés et leurs biens dont les outils de production.

En effet, selon l'enquête quantitative menée en septembre 2021, 41% des IC enquêtés dans le département d'Ayerou et 13% des IC enquêtés dans le département de Tillabéri ont mentionné que la majorité des habitants n'ont pas accès à des moyens de subsistance.[2] [5] Par conséquent, la quasi-totalité des IC ont souligné des difficultés financières auxquelles font face les populations pour redémarrer leur commerce de travail du cuir. En outre, elles ne se sentent plus en sécurité pour pratiquer des cultures contre-saison dans leur localité d'origine.

Des populations déplacées fortement marquées par les incidents sécuritaires

Les communautés des deux localités ont fait part de leurs inquiétudes suite à des rumeurs d'attaques dans leurs localités d'origine. En effet, quelques femmes ont rapporté être préoccupées par les menaces pesant sur leur mari et leurs enfants. Certains IC ont notifié des cas de violences physiques mais il a été précisé qu'aucun des incidents de sécurité n'incluait l'utilisation d'engins explosifs. Les IC mentionnent comment les populations ont été fortement impactées psychologiquement par ces évènements. Selon les IC enquêtés, une partie des déplacés provenant des deux sites doivent faire face à des besoins psychologiques suite à des évènements traumatiques. Face à ces besoins psychologiques importants, ils ont souligné la mise en place des services de référencement en cas d'incident de protection.

Lors des groupes de discussion des deux sites, les femmes ont rapporté se sentir plus exposées aux risques sécuritaires lors de certaines tâches menagères comme la collecte de bois de chauffe ou lors de déplacements vers les latrines. En ce qui concerne le mariage forcé des jeunes filles, les femmes enquêtées ont affirmé que ce phénomène n'est plus d'actualité dans leurs localités respectives. Cependant, certains IC ont observé l'existence de violences conjugales chez certains habitants. Concernant les papiers d'identité, la grande majorité des groupes de discussion rapporte que certains PDI disposent de documents d'identité officiels, toutefois ce n'est pas le cas de tous les ménages.

Besoins prioritaires identifiés[5]

Thématiques	Localités	Besoins
Sécurité Alimentaire	2/2 localités	Pénurie d'aliments de base
Résilience et autonomisation	2/2 localités	Besoin d'une activité économique
Eau	2/2 localités	Besoin d'eau potable à distance de marche

Les déplacés ont mentionné n'avoir reçu qu'une aide humanitaire très limitée, et en petite quantité, depuis leur déplacement sur le site de Gabou.

"Nous avions bénéficié deux fois de savon et de chlore pour mettre dans l'eau et là aussi beaucoup de personnes n'ont pas bénéficié de cette assistance".

PDI homme provenant de Tinsane - Gabou / septembre 2021 FGD

Conclusion

Ce focus a permis de comprendre davantage les implications du contexte sécuritaire sur les deux localités étudiées ainsi que la capacité des déplacés à répondre à leurs besoins avant/après leur déplacement.

La perte de leurs sources de revenu à cause du contexte sécuritaire a impacté leurs capacités à subvenir de manière autonome à leurs besoins. Cela a eu un impact particulier sur leurs capacités à nourrir les membres de leurs foyers ainsi que de se fournir en biens non alimentaires au marché. D'importants besoins psychologiques ont été aussi constatés parmi les déplacés, sans que des structures de support psychologique leur soit accessible. Face à ces besoins importants, les IC rapportent que les populations des localités sont dépendantes de l'assistance sur le site d'accueil. Cependant, retourner dans leur localité d'origine serait une décision difficile car ils disent attendre toujours le rétablissement de la sécurité.

[4] Les localités de Tinsa et Moulkoussa se trouvent respectivement dans les départements d'Ayerou et de Tillabéri.

[5] Ces besoins ont été indentifiés par les IC.